

QU'EST-CE QUI EST EN JEU QUAND LA RAFLE DEVIENT UNE NORME DE LA POLITIQUE ÉTATIQUE ?

Des rafles ont eu lieu dans plusieurs villes d'Occitanie et ont permis l'expulsion de familles par charter le 28 janvier à Toulouse (voir le communiqué de la Cimade [ici](#)).

Les policiers sont allés dans les écoles chercher des enfants ou ont fait un chantage à des parents pour qu'ils aillent récupérer leurs enfants ; ils les ont ensuite enfermés illégalement à Toulouse en attendant leur expulsion.

Tout cela malgré l'opposition d'enseignants sur place, et malgré le refus de certains parents de livrer leurs enfants ou leur conjoint.

Ces rafles témoignent d'une violence caractéristique du gouvernement Macron/Philippe.

Que veut dire cette violence, que veut dire cette utilisation systématique de la police pour les pires actions contre des gens qui n'ont rien fait si ce n'est d'être vivants et d'essayer d'accéder à une vie moins dure ?

C'est, une fois de plus, l'affirmation de la part du gouvernement **que la vie de certains ne compte pas, qu'il faut, qu'on peut les piétiner, les briser, les soumettre.**

Politique de guerre contre des gens qui cherchent la paix, la tranquillité, des droits. Politique de persécution systématique, persécution qui devient la consigne principale donnée à la police et la gendarmerie.

Un gouvernement, un Etat qui n'a plus que cela comme politique est un gouvernement, un Etat profondément contre les gens, contre les habitants du pays.

Au delà des premières protestations, que dire, que faire ?

Il faut rapprocher ces rafles des violences systématique de la police contre les manifestants, Gilets Jaunes et manifestants contre la loi en préparation sur les retraites. On y retrouve les mêmes violences, le même mépris, la même terreur à l'encontre des gens.

Ensuite, s'interroger sur ce que devient l'Etat quand il n'a plus qu'un seul ennemi et que cet ennemi ce sont les personnes qui vivent dans le pays et qui refusent de se plier à ses injonctions ou qui tout simplement ne correspondent pas à ce que lui veut comme habitants ;

S'interroger sur le pays que cela crée quand toute solidarité est traquée, détruite ; quand tout intérêt porté à la vie réelle des gens est moqué, censuré, attaqué.

Alors, quel pays nous nous voulons ? De quelle idée nationale on peut chacun être porteur ? Un pays qui compte chacun de ses habitants ou non ? Un pays qui porte une idée de la fraternité et de la solidarité possibles ou non ? Un pays de persécution ou un pays d'entraide et de respect de chacun ?

La politique des rafles qui se met en place n'est pas anecdotique et ne concerne pas que quelques familles et leur entourage immédiat. **Elle vient consolider la vaste entreprise de destruction du contrat social possible pour les gens, contrat où l'Etat s'engage à les respecter, tous.** Ces rafles signifient la toute puissance de l'Etat sur la vie des habitants et la terreur possible à l'encontre de chacun, elles signifient aussi que l'Etat peut s'affranchir de ses propres règles, de ses propres lois à l'encontre de la population-qu'elle soit française ou de nationalité étrangère.

- **Une parole positive pour un pays pour tous est-elle possible ?**
- **Des actions allant dans ce sens sont-elles envisageables ?**
- **Pouvons-nous tenir des principes pour tous qui affirment le respect de la vie des gens, comme essentiel dans la période ?**
- **Nous en faisons le pari, ce communiqué en est une modeste, mais bien réelle trace.**

Parlons-en !

Ceux qui veulent le pays pour tous